

Surveillez vos biens, les no borders passent à l'attaque pour les squatter

écrit par Christine Tasin | 9 novembre 2016



Calais : huit No Borders en garde à vue après une tentative de squat

Huit militants de l'association No Border ont été interpellés et placés en garde à vue le 27 mars après avoir squatté durant quelques heures un bâtiment situé dans le centre-ville de Calais, a-t-on appris auprès de la préfecture du Pas-de-Calais.

«Huit « No border » ont été arrêtés et ont été placés en garde à vue. Ils avaient occupé en fin de matinée un squat qui a été refermé dans l'après-midi», a indiqué la préfecture. «Sur la base de dégradations dans le bâtiment, les forces de l'ordre ont procédé à des contrôles d'identité et sont intervenues», selon la même source, précisant qu'aucun migrant n'était présent dans le bâtiment occupé.

Selon un correspondant de l'AFP présent sur place, les militants « No Border », des radicaux de l'ultra-gauche prônant l'abolition des frontières et particulièrement actifs dans la «Jungle» de Calais située à environ une heure du centre-ville, se sont introduits et barricadés à l'intérieur de cette habitation d'environ 500 m², appartenant à un particulier.

Deux compagnies de CRS sont intervenues

Lire aussi



[Calais : relaxe de deux](#)

[pro-migrants jugés pour incendie volontaire dans la «Jungle»](#)

Vers 14h45, deux compagnies de CRS sont intervenues et ont enfoncé la porte de l'habitation à coups de bélier. Les interpellations, qui ont concerné des hommes et des femmes âgés de 18 à 25 ans environ, sont intervenues dans un calme relatif, d'après la même source.

«Il y a eu beaucoup de dégradations à l'intérieur», a déclaré Philippe Mignonet adjoint au maire de Calais, en charge de la sécurité. «C'est Mme Bouchart [le maire Les Républicains de Calais] qui est intervenue directement auprès du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve pour lui demander l'intervention immédiate des forces de l'ordre, pour qu'il n'y ait pas de squat à Calais», a-t-il ajouté.

Vers 18h30, une trentaine de militants pro-migrants étaient toujours présents à proximité du bâtiment qui a été brièvement squatté, sous le regard de nombreux CRS. L'Etat a terminé à la mi-mars le démantèlement de la partie sud du bidonville de Calais, une zone comptant de 800 à 1 000 migrants selon la préfecture, 3 450 selon les associations.

<https://francais.rt.com/france/18084-calais-huit-no-border>